

Promouvoir l'islam de France, c'est ôter toute réalité à la France !



L'obligation qui nous est faite d'œuvrer sans relâche à la promotion du dialogue avec l'islam de France prouve l'impossibilité de ce même dialogue. Que nos instances dirigeantes ne l'aient toujours pas compris me navre. Car enfin, depuis que l'islam est en France, il y a belle lurette qu'il ne devrait plus poser de problème, ce qui signifie qu'on ne devrait même pas parler d'islam. L'islam serait en France selon les règles de la République : un point, c'est tout !

D'où vient donc le problème ?

Il vient des enseignements de l'islam, qui interdisent de respecter les règles imposées par la République en matière de religion. D'où les inquiétudes de la République, et les discours actuels sur la nécessité d'une « cohésion républicaine », alors que ces mêmes discours n'avaient pas

lieu d'être avant l'arrivée de l'islam sur notre sol.

Par conséquent, créer une instance de dialogue avec les représentants de l'islam de France, c'est dire (sans le dire !) que l'entente avec ces derniers achoppe. Renforcer la formation des imams et des aumôniers musulmans, c'est reconnaître implicitement qu'ils n'acceptent pas nos lois en matière de religion.

Et ce n'est pas en développant l'enseignement privé confessionnel musulman, ou encore en édifiant de nouveaux lieux de culte qu'on aura la solution : quand la baignoire déborde, y ajoute-t-on de l'eau ?

C'est donc un terrible contresens que de s'engager « *pour la réussite de ces initiatives sans précédent de concorde nationale* », justement parce que ces initiatives sont « *sans précédent* » !

L'islam n'est pas une religion comme une autre. Il ne se cantonne pas dans le spirituel : il envahit le temporel, ordonne, et condamne à de terribles peines (y compris à la peine capitale) celui qui n'obéit pas. Or, au lieu de combattre ces pratiques antirépublicaines, nous fustigeons ceux qui nous alertent à leur endroit, en les qualifiant d'« *extrémistes* », de « *nationalistes* » et de « *xénophobes* », quand ce n'est pas de « *racistes* ». Au nom de la République laïque, nous les accusons de « *dévoier la laïcité* », autrement dit de chercher à en faire « *une arme de discrimination envers les musulmans* ».

Et pour clore le tout, nous sommes prêts à doubler le nombre de mosquées.

Avouons qu'il est difficile d'aller plus loin dans le contresens !

Maurice Vidal